

REGLEMENT DE CONSULTATION

MARCHÉ DE PRESTATIONS DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN COURANT, PÉRIODIQUE ET EXCEPTIONNEL DES LOCAUX ET ESPACES EXTÉRIEURS DE GUADELOUPE FORMATION

APPEL D'OFFRE DE SERVICES

*Articles 2131-16 et 17, R.2132-7 et 13, et R2151-6 et suivants du Code de la Commande
Publique*

MARCHE N°GF DCP 2025-04-001

DATE DE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES :

4 AOUT 2025

HEURE LIMITE DE DEPOT : **12H00** HEURE LOCALE

Ensemble, assurons votre avenir

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	3
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 4 - VARIANTES ET OPTIONS	6
ARTICLE 5 – REPRISE DU PERSONNEL	6
ARTICLE 6 - DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 7 - GROUPEMENT D'ENTREPRISES	6
ARTICLE 8 – MISE A DISPOSITION DU DOSSIER ET PRESENTATION DES OFFRES	7
ARTICLE 9 - CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES	9
ARTICLE 10 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	11
ARTICLE 11 – VISITES DES LOCAUX	11
ARTICLE 12 - CRITERES DE SELECTION DES OFFRES ET PONDERATION	11
ARTICLE 13 - RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS	14
ARTICLE 14 - RECOURS	15

Ensemble, assurons votre avenir

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

EPA GUADELOUPE FORMATION

Roujol

97170 PETIT BOURG

Tel : 0590 60 48 48 / Fax : 0590 60 45 00

REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR : MONSIEUR JACQUES GAREL, DIRECTEUR GENERAL PAR INTERIM.

LE COMPTABLE : MADAME L'AGENT COMPTABLE DE L'EPA GUADELOUPE FORMATION.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 : Objet de l'accord-cadre

La présente consultation porte sur **la réalisation de prestations de nettoyage courant, périodique et exceptionnel des locaux et espaces extérieurs des sites occupés par GUADELOUPE FORMATION.**

Ces prestations comprennent notamment :

- l'entretien des sols, surfaces, vitres, sanitaires et équipements ;
- la fourniture et le réapprovisionnement des produits et consommables d'hygiène ;
- les opérations spécifiques à la demande (nettoyage renforcé, sinistre, etc.) ;
- l'évacuation des déchets résultant des prestations.

La nature et l'étendue des besoins de l'acheteur sont définies par le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) joint au présent dossier de consultation.

2.2 : Procédure de passation

Le présent appel d'offres est ouvert et soumis aux dispositions des articles R.2131-16 et 17, R.2132-7 et 13, et R2151-6 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable est celui des marchés de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G - F.C.S).

2.3 : Type de contrat

Le présent marché constitue un accord-cadre à bons de commande en application des articles L.2125-1, R.2162-1 à R.2162-14 du Code de la Commande Publique :

- mono-attributaire pour **les lots 1 à 6,**
- et multi-attributaires pour **le lot 7.**

Ensemble, assurons votre avenir

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GENERALES

3.1 : Allotissement

Le présent appel d'offres est composé de sept lots :

- **Lot 1 : Prestations de nettoyage - Zone 1**
Ce lot concerne le site de Roujol (Petit-Bourg) – **Groupe 1 et 2** : Bâtiments 16A/B, 17G, 18A/B, 18C/D, 18E/F, Ateliers 1 à 5, Salle de réunion, Services Techniques, Ajoupa/Rôtisserie, Blocs Sanitaires
- **Lot 2 : Prestations de nettoyage - Zone 1**
Ce lot concerne le site de Roujol (Petit-Bourg) – **Groupe 4** : bâtiment administratif, ateliers de formation bâtiments A à C, bâtiment de restauration et annexe.
- **Lot 3 : Prestations de nettoyage - Zone 1**
Ce lot concerne le site de Roujol (Petit-Bourg) – **Groupe 3** : Bâtiments préfabriqués 15A (Informatique), 15B (ERE), 15C (SIO), 15D (ASSP), 15E (Accueil-Rémunération), 15F (Cafétéria)
- **Lot 4 : Prestations de nettoyage - Zone 1**
Ce lot concerne le site de Morin (Saint-Claude)
- **Lot 5 : Prestations de nettoyage - Zone 2**
Ce lot concerne le site de 14, ZAC de Houelbourg (Jarry, Baie-Mahault)
Ce site étant entretenu en interne, ce lot doit couvrir la période de congés de l'agent, ainsi que les prestations périodiques.
- **Lot 6 : Prestations de nettoyage - Zone 3**
Ce lot concerne le site de Marie-Galante Tivoli
- **Lot 7 : Prestations de nettoyage ponctuelles ou exceptionnelles sur sites (référéncés et non référéncés)**
Ce lot est destiné à couvrir, de manière souple et réactive, les besoins en prestations de nettoyage et d'entretien pouvant survenir en dehors du périmètre des sites initialement prévus dans les autres lots du marché.

Les candidats doivent proposer une offre pour chacun des sept lots. Les candidats feront une offre de prix pour chacun des lots. **Il est à préciser que les lots 1 à 3 sont indissociables dans leur attribution.**

En cas d'évolution des sites de GUADELOUPE FORMATION, une modification du contrat sera effectuée. En cas, d'ajout de site, il sera fait en fonction de la proximité géographique au sein du lot. Des retraits de sites sont également possible.

Le prestataire mettra en œuvre les moyens nécessaires dans ces diverses situations.

Ensemble, assurons votre avenir

Le détail des lots concernés par la présente procédure est précisé dans le CCTP.

3.2 : Sous-traitant

L'offre devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations et les montants dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

3.3 : Durée du marché

Le marché est valable **un (1) an** à compter de sa notification.

Il est **reconductible trois (3) fois** par décision tacite prise par le pouvoir adjudicateur sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) années.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins deux mois avant la fin de la durée de validité du marché d'un an.

Le pouvoir adjudicateur pourra mettre fin au présent marché à la fin de chaque année d'exécution, sans droit d'indemnité.

3.4: Montant prévisionnel maximum de l'accord-cadre :

La consultation donnera lieu à un marché à prix mixtes, comprenant une partie à prix forfaitaire et une partie à prix unitaires.

Le marché est passé sans minimum et sans maximum. **Il est prévu à titre prévisionnel un maximum de 351 700,00 € HT. Ce budget est prévu pour l'exercice d'une année de date à date à compter de la notification du marché.**

3.5 : Nomenclature CPV (vocabulaire commun des marchés publics) :

90919200-4 : Service de nettoyage de bureaux

90911200-8 : Service de nettoyage de bâtiment

3.6 : Modalités de financement et de paiement :

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire.

3.7 : Mode de règlement du marché et modalités de financement :

Le paiement sera effectué après service fait, et transmission au plus tard le 5 du mois M+1 du rapport d'activité mensuel.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures.

Ensemble, assurons votre avenir

ARTICLE 4 - VARIANTES ET OPTIONS

Ni les variantes ni les options ne sont autorisées.

ARTICLE 5 – REPRISE DU PERSONNEL

Le titulaire devra tenir compte dans l'établissement de son offre des frais liés à la reprise et à la gestion du personnel en place.

A la demande des candidats, le pouvoir adjudicateur mettra à leur la disposition la masse salariale par site à reprendre par le futur attributaire.

ARTICLE 6 - DOSSIER DE CONSULTATION

6.1 : Contenu du Dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Les Bordereaux des Prix Unitaires (DPGF - BPU)

6.2 : Modification de détail du Dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date de dépôt, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 7 - GROUPEMENT D'ENTREPRISES

Dans le cadre de cette consultation, les entreprises sont autorisées à déposer leur candidature et leur offre sous forme de groupement. Chaque entreprise constituant le groupement doit, dès le stade de la candidature, produire l'intégralité des documents exigés dans la première enveloppe à l'exception de la lettre de candidature (DC4 disponible à l'adresse <http://www.economie.gouv.fr/daj/famulaires>) remplie par le seul mandataire, mais signée par toutes les entreprises.

Tout dossier incomplet ou non signé entraînera le rejet de la candidature du groupement constitué.

Dans tous les cas de figure, l'acte d'engagement est un document unique signé soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation du

Ensemble, assurons votre avenir

marché. Un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

En cas d'attribution du marché à un tel groupement, elle imposera, la forme du groupement solidaire, dans la mesure où cette transformation est nécessaire pour la bonne exécution du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de demander, lors de l'attribution du marché, la transformation du groupement en groupement solidaire.

ARTICLE 8 – MISE A DISPOSITION DU DOSSIER ET PRESENTATION DES OFFRES

8.1 : Mise à disposition du dossier par voie électronique

Conformément à l'article R.2132-2 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <http://www.e-guadeloupe.com>.

Les soumissionnaires ne sont pas tenus de s'authentifier sur le site, mais il est fortement recommandé de le faire et notamment d'indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Si un candidat rencontre des difficultés pour télécharger le dossier de consultation ou remettre son offre par voie électronique, il pourra contacter le pôle commande publique de l'EPA GUADELOUPE FORMATION, via le profil acheteur de l'établissement www.e-guadeloupe.com par téléphone par courriel : commandepublique@guadeloupeformation.com.

8.2 : Présentation des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et en euros, ainsi que les documents de présentation associés.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager la société.

Le dossier à remettre par le candidat comprendra les pièces suivantes :

- Candidatures :

Situation juridique – références requises :

- **Une lettre de candidature et d'habilitation** du mandataire par ses cotraitants (**fournir le formulaire DC1** du ministère des finances dûment **renseigné** et **signé** ou un document équivalent avec les annexes qui s'y rattachent) ;
- **Une déclaration du candidat** (**fournir le formulaire** du ministère des finances **DC2, dûment renseigné** ou un document équivalent avec les annexes qui s'y rattachent) ;

Ensemble, assurons votre avenir

- **Une attestation d'assurance** garantissant toutes les conséquences pécuniaires qui pourraient résulter de l'exécution des prestations
- **Un extrait de KBIS** (pour les sociétés ou travailleurs indépendants),
- **Une attestation sur l'honneur du candidat** déclarant ne faire l'objet d'aucune interdiction de soumissionner présentée à l'article 2142-19 et suivants.
- **Le plan de prévention** (Article R4512-7 du Code du travail)
- **Effectifs moyens annuels sur les 3 dernières années**

Capacité économique et financière :

- Fournir le DC1 et DC2 (Les DC1 et DC2 sont disponibles à l'adresse <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>)

Capacité techniques et professionnelles :

Les candidats devront compléter rigoureusement l'imprimé DC2, ou équivalent. Ils devront notamment fournir en annexe du DC2 :

- Une déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- La présentation d'une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années (préciser les montants, dates et destinataires public ou privé) ;
- Une déclaration indiquant les locaux, le personnel, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution des prestations et pour le service après-vente.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Ces informations sont indispensables pour l'analyse des capacités et moyens de chaque candidat.

▪ Offres :

Le dossier constituant l'offre comprend impérativement les documents suivants, pour l'ensemble des lots, sous peine de rejet :

- **Le(s) Bordereau(x) des Prix Unitaires dûment complété(s)**

Ensemble, assurons votre avenir

- **Le mémoire technique** correspondant aux solutions et prestations proposées par le candidat et détaillant l'ensemble des aspects techniques nécessaires à l'appréciation de l'offre. Ce mémoire technique doit contenir essentiellement :
 - ✓ L'organigramme et la structure fonctionnelle
 - ✓ La liste des produits et leurs caractéristiques
 - ✓ La liste du matériel
 - ✓ Les propositions de suivi quantitatif et qualitatif
 - ✓ Un synopsis d'intervention (moyens humains et organisation sur site, description des méthodologies appliquées)
 - ✓ La programmation des prestations récurrentes
- **L'acte d'engagement dûment complété et de préférence signé**

ARTICLE 9 - CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue dans le délai fixé pour la transmission des offres.

Les candidats doivent répondre via la plateforme de dématérialisation des marchés publics à l'adresse suivante <http://www.e-guadeloupe.com>, au plus tard à la date et heure limite de réception des offres indiquée sur la page de garde du présent règlement.

Pour garantir au mieux le déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte des indications suivantes :

- L'offre doit être présentée selon les formats utilisés dans les documents du DCE
- Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : Word, Excel, Powerpoint, Acrobat Reader. Le candidat doit faire en sorte que sa réponse ne soit pas trop volumineuse. Il est précisé aux candidats, que les pièces et documents électroniques ne respectant pas les formats indiqués précédemment, ne seront pas traités. Ainsi, ils ne pourront pas valablement être considérés comme ayant été transmis à la candidature et/ou à l'offre du candidat concerné.

Il est demandé que les fichiers soient scindés en deux parties :

- **Fichier candidature,**
- **Fichier offre.**

Conformément à l'arrêté du 15 juin 2012, le certificat de signature électronique doit être conforme au Référentiel Général de Sécurité (RGS). Les formats de signatures acceptées sont PAdES, CAdES, XAdES. Il est conseillé au candidat de s'y mettre suffisamment à l'avance afin de pallier d'éventuelles difficultés techniques.

Ensemble, assurons votre avenir

Si les candidats ne sont pas détenteurs d'un certificat électronique, la possession d'un certificat électronique n'est pas requis au stade du retrait de dossier de consultation (DCE) via la plateforme. L'opération d'horodatage et de signature électronique des documents est effectuée sur la plateforme de dématérialisation lors du dépôt des candidatures. Le fuseau horaire de référence sera celui du pouvoir adjudicateur. Dans le cas d'un groupement de candidats, il faudra en plus utiliser l'outil de co-signature.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge des candidats. Tout pli transmis au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt sera considéré comme hors délais.

En cas de difficultés techniques pour déposer les offres, il convient de contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation.

Une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par arrêté du Ministre chargé de l'Economie (**Article 6 du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics**).

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention visible :

« Copie de sauvegarde, le numéro et l'intitulé de la consultation, et le nom du candidat auquel elle se rapporte ».

La copie de sauvegarde s'entend comme le complément de l'offre envoyée par voie dématérialisée. Elle sera ouverte :

- Lorsqu'est détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée. A défaut la copie de sauvegarde sera détruite.
- Lorsque les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée ne sont pas parvenues dans les délais impartis de remise ou bien n'ont pas pu être ouverte par le Pouvoir Adjudicateur (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de remise).

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il est ici rappelé qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus. Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion de virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les « exe »), ni les « macros ». La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité du pli et celui-ci sera considéré comme n'ayant pas été reçu. Le soumissionnaire en sera averti.

Ensemble, assurons votre avenir

ARTICLE 10 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de dépôt des offres fixée sur la page de garde du Règlement de consultation.

ARTICLE 11 – VISITES DES LOCAUX

Pour apprécier la consistance des travaux, il est fortement conseillé aux candidats d'effectuer une visite des sites à traiter.

Dans le cadre de la présente consultation, GUADELOUPE FORMATION impose une visite des lieux organisée dont la date sera communiquée ultérieurement via la plateforme E-Guadeloupe. Il est impératif que les candidats soit inscrit sur la plateforme lors du retrait du dossier afin qu'ils puissent bénéficier de l'information.

Il est impératif que les candidats confirment leur présence auprès de **Madame Solange CASSIN, Directrice des moyens généraux** par courriel à l'adresse suivante : solange.cassin@guadeloupeformation.com

Une seule personne par entreprise autorisée.

Une visite des locaux devra être effectuée avant l'établissement de l'offre afin de permettre au candidat de proposer une prestation adaptée. Les candidats sont réputés avoir une parfaite connaissance des lieux lors de la remise de leur offre.

Si des questions précises venaient à nécessiter une mise au point, le Pouvoir Adjudicateur répondra, par écrit, à tous les candidats ayant retiré un dossier de consultation via le profil acheteur e-guadeloupe.

Les candidats recevront sur place après la visite une attestation de visite qu'ils devront impérativement joindre à leur offre.

Aucune question ne pourra être posée lors de la visite.

Les questions devront être posées par écrit après la visite sur la plateforme e-guadeloupe.

ARTICLE 12 - CRITERES DE SELECTION DES OFFRES ET PONDERATION

12.1 Critères de jugement des offres

Le représentant du pouvoir adjudicateur éliminera les offres non conformes à l'objet du marché et choisira l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères pondérés suivants :

- La valeur technique

Ensemble, assurons votre avenir

- et le prix

12.2 Critères de notation des offres

a) La valeur technique :

Le critère « valeur technique » sera noté au regard du mémoire technique fourni par le candidat.

Le critère valeur technique se décompose en 4 Sous Critères.

Critères	Coefficients
<p>1 - Valeur technique de l'offre : l'appréciation du critère s'effectuera de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Sous-Critère n°1 : Qualité du Plan d'Assurance Qualité, Sécurité et Environnement (PAQSE) – 20 points <ul style="list-style-type: none"> ✓ La clarté et la pertinence des fiches de contrôle qualité (5 pts) ✓ La méthodologie des interventions (planification, organisation, moyens humains et matériels) (5 pts) ✓ La méthodologie des contrôles internes et leur fréquence (4 pts) ✓ L'intégration des mesures de sécurité et de prévention pour les agents et les usagers (4 pts) ✓ Détention d'une certification ISO 9001, ISO 45001 ou équivalent (2 pts) ▪ Sous-Critère n°2 : Qualités des matériels proposés et des dispositifs de tracabilité – 15 points <ul style="list-style-type: none"> ✓ La liste et les fiches techniques des matériels proposés (5 pts) ✓ L'adéquation du matériel aux surfaces, types de sols, configuration des locaux, sécurité électrique (5 pts) ✓ La mise à disposition d'outils numériques ou de dispositifs de suivi qualité sur site (registre, application, reporting) (5 pts) ▪ Sous-Critère n°3 : Qualité environnementale et conformité des produits utilisés – 15 points <ul style="list-style-type: none"> ✓ Respect des exigences de labels environnementaux (Écolabel, NF Environnement, Ecocert, etc.) (6 pts) 	<p>60%</p>

Ensemble, assurons votre avenir

<ul style="list-style-type: none"> ✓ Adéquation des produits aux surfaces et équipements (pas d'effet corrosif, ni abrasif, ni trace résiduelle) (4 pts) ✓ Mesures prises en cas de réaction allergique, substitution ou inefficacité (3 pts) ✓ Présence d'une politique claire de gestion des déchets ou d'usage raisonné des produits (2 pts) <p>▪ Sous-Critère n°4 : Organisation des équipes, qualifications du personnel et encadrement – 10 points</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ L'organigramme proposé, rôles et qualifications du personnel affecté (3 pts) ✓ La clarté du dispositif d'encadrement et du suivi de la prestation (3 pts) ✓ La politique de formation initiale et continue du personnel (2 pts) ✓ Les procédures de remplacement, d'astreinte ou d'intervention d'urgence (2 pts) <p>Notée sur 60 points</p>	
<p>2 – Prix sur la base du BPU</p> <p>Noté 40 points</p>	<p>40 %</p>

b) Le prix sur la base du BPU :

L'examen du critère se fera au regard de la proposition commerciale du prestataire présenté sur la base du bordereau de prix (la somme totale sera reportée dans le cadre de réponse). Il sera attribué à la prestation la moins onéreuse 40 points.

Les points des autres candidats sont calculés comme suit :

(Coût de la prestation la moins onéreuse / Coût de la prestation proposée par le candidat) X nombre de points maximum

Si le candidat ne répond pas à l'ensemble des prestations au(x)quel(s) il soumissionne, son offre incomplète entraîne un déclassement. Cela ne l'élimine pas mais n'autorise son choix par le pouvoir adjudicateur que si aucune des offres complètes n'a pu être retenue.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera celle qui obtiendra la meilleure note finale en ajoutant les points obtenus pour la valeur technique et

Ensemble, assurons votre avenir

le prix des prestations, et en appliquant les critères de pondération énumérés ci-dessous.

En cas d'égalité de candidats, le choix se fera par ordre décroissant des critères.

Toute mention du candidat tendant à exprimer son refus ou son incapacité à l'égard des exigences de la personne publique (conformément aux dispositions du marché) entraînera l'irrégularité de l'offre du candidat concerné.

Toute offre qui sera jugée inacceptable, irrégulière ou inappropriée au sens de l'article R2152-1 du code de la commande publique sera éliminée.

Les offres jugées anormalement basses seront éliminées dans les conditions prévues aux articles R2152-3 et suivants du code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, ne pas donner de suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

En application de l'article R2144-4 du Code de la Commande Publique, il est exigé du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché de remettre dans un délai de 5 jour ouvrés à compter de la demande de l'administration les documents justifiants qu'il ne relève pas d'une exclusion de soumissionner, à savoir :

- Le numéro de SIREN ;
- copie du jugement en cas de redressement judiciaire
- l'attestation de régularité sociale et de vigilance délivrée par l'Urssaf
- l'attestation de régularité fiscale délivrée par le service des impôts
- l'attestation d'assurance responsabilité civile

En application de l'article R2144-7 du Code de la Commande publique, si le candidat ne peut pas satisfaire à cette obligation, son offre sera éliminée et le marché sera alors attribué au candidat classé en 2^{ème} position à qui sera exigé les mêmes justificatifs.

ARTICLE 13 - RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS

Pour obtenir tous renseignements d'ordre technique ou administratif qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs questions jusqu'à 7 jours calendaires précédant la date limite fixée pour la remise des offres.

Par voie électronique aux adresses suivantes : sur le profil acheteur de l'établissement www.e-guadeloupe.com et commandepublique@guadeloupeformation.com

Les réponses aux questions parvenues dans ce délai seront envoyées à tous les candidats au plus tard **6 jours** avant la date limite pour la réception des offres.

Ensemble, assurons votre avenir

Aucun renseignement complémentaire ne peut être obtenu par téléphone.

ARTICLE 14 - RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est la suivante :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LA GUADELOUPE

6 Rue Victor Hugues
97109 BASSE TERRE CEDEX
Tél : 0590 81 45 38 – Fax : 0590 81 96 70
Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr



Ensemble, assurons votre avenir